

Guerre en Ukraine : les médias russes RT et Sputnik bannis de l'UE

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 5 heures,
Mis à jour il y a 5 heures

Ces organes de presse, financés par Moscou, sont accusés de propager des «mensonges pour justifier la guerre de Poutine», selon la présidente de la Commission européenne.

Les médias d'État russes Russia Today (RT) et Sputnik vont être bannis de l'Union européenne, afin de les empêcher de diffuser leurs «mensonges» sur la guerre menée par Moscou en Ukraine, a annoncé dimanche la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

«Nous allons interdire dans l'UE la machine médiatique du Kremlin. Les médias d'État Russia Today et Sputnik, ainsi que leurs filiales, ne pourront plus diffuser leurs mensonges pour justifier la guerre de Poutine et pour semer la division dans notre Union. Nous développons donc des outils pour interdire leur désinformation toxique et nuisible en Europe», a indiqué la responsable européenne.

En France la chaîne RT était déjà sous la menace d'une sanction. Laurent Lafon, le président de la commission Culture du Sénat, avait ainsi réclamé la suspension «immédiate» de RT France. Le sénateur centriste l'accusait, dans un courrier envoyé à l'Arcom (ex-CSA) et à la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, de relayer «quotidiennement» les «actions de propagande» de Moscou. Avant même qu'elle n'installe sa filiale en France, Russia Today avait été qualifié d'«organe de propagande mensongère» par Emmanuel Macron.

Des organes financés par la Russie

Cette chaîne d'information internationale est diffusée dans une centaine de pays en français, en anglais ou encore en espagnol. Elle bénéficie, avec le site Spoutnik - sa déclinaison numérique-, d'un budget annuel de 430 millions d'euros, entièrement financé par l'État russe. La France n'était pas le seul pays où RT se retrouvait dans le collimateur. Mercredi, le gouvernement britannique a demandé au régulateur de la télévision, l'Ofcom, un réexamen de la licence accordée à la chaîne publique russe en anglais. Début février, l'Allemagne a interdit Russia Today sur son territoire. Moscou avait répliqué en fermant le bureau de la radio-télévision allemande Deutsche Welle à Moscou. Et laissé entendre que la BBC pourrait écoper du même sort.

Un peu plus tôt dans la journée, le géant américain de l'internet Google a annoncé avoir «suspendu» la possibilité pour les médias financés par l'État russe de générer de l'argent sur ses différentes plateformes, en réponse à l'invasion de l'Ukraine par Moscou. Cette décision fait suite à des mesures similaires prises par sa filiale YouTube et par le réseau social américain Facebook.

À VOIR AUSSI - Ukraine: l'Union européenne ferme son espace aérien aux avions russes